



Michel Foucher

est géographe, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'Etudes mondiales. Ancien diplomate et ex-conseiller d'Hubert Védrine, il a notamment publié « le Retour des frontières » (CNRS Editions, 2016).

“Un monde sans limites est un monde barbare”

plaidaient notamment pour « la liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour les immigrés présents dans les pays d'accueil ». Dix-huit mois plus tard, face à la crise du Covid, Glucksmann explique sur le site de « l'Obs » le 12 avril que « l'Europe devra redonner aux Etats et aux nations [sic] leur souveraineté »...

Retour au réel donc, pour cause de retour du tragique. Le rêve d'un monde pacifié et ouvert à tous les échanges humains et marchands, défendu à la fois par les libéraux, la gauche et les globe-trotters du monde entier, avait fait oublier la notion de souveraineté, la fonction protectrice des frontières, leur rôle dans la définition juridique des Etats et le sentiment d'appartenance à une communauté dans un territoire délimité. « Abolir les frontières, c'est faire disparaître les Etats », souligne le géographe Michel Foucher. Or, en l'absence de souveraineté européenne, encore à construire, et en dehors des coopérations internationales ponctuelles, c'est d'abord au niveau des Etats que s'élaborent les ripostes à une crise. Cette leçon-là sera-t-elle retenue? ■

La crise du coronavirus a remis les frontières à l'honneur. Est-ce une simple parenthèse ?

La parenthèse ne se refermera pas de sitôt. Les frontières rouvriront mais tant qu'on n'aura pas vaincu cette épidémie, les contrôles sanitaires demeureront, notamment dans les aéroports car c'est la condition indispensable pour une reprise du trafic aérien. Dans certains pays tropicaux, on doit encore montrer son carnet de vaccination en même temps que son passeport. On va renouer avec cette pratique et l'on aura probablement une sorte de passeport sanitaire. Ce sera plus compliqué pour ce qui concerne les frontières terrestres en Europe où la circulation routière et le trafic ferroviaire sont très denses. Mais je fais le pari qu'il y aura moins de déplacements : il y aura une forme d'autorégulation de la part des gens les plus prudents et, en raison des contrôles, voyager prendra davantage de temps, ce qui pourrait être dissuasif. On redécouvre en fait que les contrôles sont des outils nécessaires pour lutter contre cette épidémie et briser les chaînes de contamination. La frontière, c'est à la fois un lieu de passage et une barrière dont on redécouvre la fonction protectrice, et en l'occurrence, prophylactique.

Le terme même de frontière était pourtant devenu, pour la gauche, synonyme de nationalisme ou d'appartenance à l'extrême droite...

Pas pour moi. J'ai toujours été réticent à l'idée de l'Europe sans frontières chère à

Jacques Delors, qui était surtout un grand marché unique ignorant la dimension essentielle de repère symbolique que constituent celles-ci. Elles créent un sentiment d'appartenance et elles sont des outils de la souveraineté nationale : en cas de crise, les réponses se font à l'échelle des Etats.

Toutes les sociétés humaines ont besoin d'une distinction claire, anthropologique, entre le « dedans » et le « dehors ». C'est ce qu'avaient compris les Grecs en associant Hestia et Hermès, la déesse du Foyer et le dieu du Commerce. Sans frontières, on ne peut pas accueillir. Il n'y a donc plus de droit d'asile : Je ne peux pas vous ouvrir la porte de chez moi s'il n'y a pas de porte...

Vous affirmez qu'il nous faudra très vite « repenser nos limites ». C'est-à-dire ?

Les frontières font partie de la catégorie générale des limites, qu'elles soient territoriales, juridiques ou éthiques. Et les limites sont synonymes d'interdit. Depuis quelques décennies, la tendance, notamment à gauche, était plutôt de les abolir. Or, une collectivité a besoin d'interdits. Un monde sans limites est un monde barbare, sensible à la rhétorique de la construction de murs, censés rétablir l'ordre absolu.

Il faudra donc redéfinir nos limites dans tous les domaines de manière à faire prospérer un monde d'ouverture, mais une ouverture contrôlée.

Propos recueillis par C. B.



Maxime Sbaihi
est économiste et directeur général
du think tank GenerationLibre.

“Le repli sur soi est un mauvais réflexe”

Le retour des frontières ne sera-t-il qu'une parenthèse si l'épidémie est vaincue ?

Les frontières ont toujours été le réflexe face à une crise. Mais c'est une tentation néfaste, qui empêche en réalité de lutter contre celle-ci : dans les années 1930, le protectionnisme n'a amené que la dépression, le nationalisme et la guerre. Il y a une très belle phrase de l'économiste Frédéric Bastiat (1801-1850) : « *Si les marchandises ne traversent pas les frontières, les soldats le feront.* » Il faut donc espérer que la fermeture ne se prolonge pas trop. Le repli sur soi est en outre un mauvais réflexe quand on a, au contraire, besoin de solidarité : les pays qui interdisent les exportations de certains biens médicaux ou alimentaires mettent en péril de nombreuses personnes, notamment en Afrique. Enfin, les bénéfices de l'ouverture des frontières sont importants. La mondialisation a fait reculer la pauvreté comme jamais. Je suis donc très sceptique devant l'égoïsme des discours pro-frontières et pro-démocratisation.

On parle cependant beaucoup de rapatrier la production de biens stratégiques ?

Les chaînes de production sont tellement longues et complexes qu'elles sont devenues fragiles, et il va falloir les régionaliser davantage. Il y a en effet des secteurs stratégiques – l'armée, les médicaments – dont on a sans doute trop délégué la production à l'étranger. Mais dire, comme je le lis souvent, que tous les secteurs seraient « straté-

giques » est une illusion. Tous les pays ne disposent pas de l'expertise, des matières premières ou des conditions naturelles qu'on peut trouver ailleurs. Le risque serait alors de développer une concurrence mondiale qui pourrait accroître les tensions entre pays et, paradoxalement, renforcer notre dépendance.

Craignez-vous que les frontières soient durablement réhabilitées ?

Cette tendance était déjà présente aux États-Unis de Trump et visible dans la montée du populisme en Europe, où certains croient que renforcer les frontières serait la réponse à tous nos maux. C'est un non-sens, car les grands défis, climatiques, technologiques, financiers sont mondiaux et ne peuvent être réglés que grâce à une coopération internationale plus forte. L'important est de savoir de quelles frontières on parle. Je milite en faveur d'une souveraineté plus locale pour l'aménagement du territoire ou l'éducation, et davantage supranationale, pour le climat ou la monnaie.

Les frontières nationales n'ont-elles pas démontré leur utilité ?

Elles apparaissent de plus en plus comme des cadres de régulation dépassés. La pandémie oblige actuellement à mettre des barrières entre les pays, mais quand elle sera vaincue, il faudra rétablir ce vecteur de prospérité qu'est la mondialisation pour partager nos richesses au-delà de nos frontières.

Propos recueillis par

THIERRY NOISETTE



LE RETOUR DES FRONTIÈRES SERA-T-IL UNE SIMPLE PARENTHÈSE ?

Par **CAROLE BARJON**

L'épidémie du coronavirus a remis les frontières à l'honneur. La crise a révélé que celles-ci n'avaient pas disparu, malgré la mondialisation. Ce qui aboutit à quelques révisions déchantées chez ceux que Régis Debray appelle les « *sans-frontéristes* ». Comme Raphaël Glucksmann, qui, avec 150 personnalités de gauche et d'extrême gauche, avait signé en septembre 2018 le « Manifeste pour l'accueil des migrants » lancé par « Politis », Mediapart et le journal communiste « Regards ». Les signataires, pour qui « *la frontière se fait mur* »,